

# Expert en intelligence économique

RNCP40898 · RNCP · Publiée

## L'essentiel

|                         |                                   |
|-------------------------|-----------------------------------|
| Niveau de qualification | Niveau 7                          |
| Code(s) NSF             | 310, 320                          |
| Formacode(s)            | 46342                             |
| Code(s) ROME            | M1403, K1601, M1402, M1707, E1103 |
| Type d'enregistrement   | Enregistrement sur demande        |
| Date d'enregistrement   | 25/06/2025                        |
| Date d'échéance         | 25/06/2028                        |

## Certificateur(s)

ECOLE SUP LIBRE SCIENC COM APPLIQUEES · SIRET : 78430830600074

## Résumé de la certification

### OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification d'expert en intelligence économique atteste des compétences nécessaires pour maîtriser les outils et les méthodologies permettant de collecter, analyser, sécuriser et valoriser l'information stratégique au service des organisations. Conçue pour répondre aux enjeux d'un environnement globalisé et compétitif, marqué par des menaces liées à la cybersécurité, à la désinformation et à la complexité des marchés, cette certification garantit que les candidats possèdent les savoir-faire attendus dans les métiers de l'intelligence économique.

Son objectif principal est de valider les capacités des experts à anticiper les évolutions critiques, influencer les décisions stratégiques, et assurer la compétitivité et la résilience des organisations face aux risques et opportunités. Les compétences évaluées incluent la conduite de projets de veille stratégique, l'analyse d'environnements complexes, le développement de scénarios prospectifs, et la mise en œuvre de stratégies d'influence, tout en respectant les dimensions légales et éthiques.

Indépendante du parcours de formation suivi, cette certification s'appuie sur des référentiels rigoureux, basés sur les besoins identifiés des secteurs privé et public. Elle se distingue par son positionnement opérationnel, garantissant que les compétences des certifiés répondent aux attentes actuelles et futures des métiers de l'intelligence économique.

### ACTIVITÉS VISÉES

Analyse d'un environnement complexe:

- Identification des dimensions géopolitiques, économiques, sociétales, technologiques et légales
- Cartographie des acteurs clés et de leurs écosystèmes
- Définition des enjeux stratégiques prioritaires pour le donneur d'ordre

Définition des priorités stratégiques:

- Réalisation d'audits approfondis des besoins des donneurs d'ordre
- Identification des ressources mobilisables
- Mise en lumière des opportunités et des risques identifiés
- Rédaction d'une note de cadrage

Formalisation des recommandations stratégiques:

- Rédaction d'un effet final recherché (EFR)
- Transmission des recommandations stratégiques

Elaboration d'une veille stratégique:

- Sélection des outils et plateformes adaptés pour une veille

- Identification des sources pertinentes
- Paramétrage d'une veille automatisée

Collecte d'informations en sources ouvertes (Open Source Intelligence : OSINT):

- Exploration des bases de données et réseaux sociaux
- Structuration des informations collectées

Synthèse des données collectées:

- Organisation et centralisation des données
- Rédaction de rapports synthétisant les données
- Préparation des livrables pour les donneurs d'ordre

Analyse stratégique des informations collectées:

- Identification des tendances émergentes
- Elaboration de matrices sur différents plans (temporels, relationnels, financiers et actions mises en œuvre)

Construction de scénarios prospectifs:

- Intégration des données dans des scénarios plausibles
- Évaluation des impacts sur les objectifs de l'organisation
- Proposition de stratégies adaptées

Restitution et communication des résultats d'analyse:

- Rédaction de rapports stratégiques
- Préparation de supports visuels
- Présentation argumentée des analyses

Option Analyse et influence - Développement d'une stratégie d'influence ou de guerre de l'information:

- Identification des parties prenantes clés
- Élaboration d'un plan d'action mesurable
- Sélection des canaux de communication

Option Analyse et influence - Planification des campagnes d'influence

- Mobilisation des ressources internes et externes
- Proposition d'une mise en œuvre des actions de diplomatie économique
- Production d'argumentaires

Option Sûreté globale - Gestion des risques globaux

- Identification des menaces internes et externes
- Élaboration de plans de sûreté d'une zone identifiée
- Coordination des actions préventives

Option Sûreté globale - Coordination des réponses en situation de crise

- Mise en place d'une cellule de crise structurée
- Attribution des rôles et responsabilités
- Supervision des actions correctives

Option Gouvernance cyber - Évaluation des systèmes numériques

- Réalisation d'audits de cybersécurité
- Analyse des vulnérabilités technologiques
- Évaluation du niveau de risque

Option Gouvernance cyber - Conception et supervision des stratégies de cybersécurité

- Supervision des tests d'intrusion
- Développement de stratégies globales de protection
- Coordination avec les équipes IT

#### COMPÉTENCES ATTESTÉES

Analyser les dynamiques d'un environnement complexe en intégrant les dimensions géopolitiques, économiques, sociétales, technologiques et légales, à l'échelle nationale et internationale, afin de caractériser les enjeux stratégiques pour le donneur d'ordre dans un contexte globalisé.

Construire une cartographie des acteurs clés et de leurs écosystèmes en utilisant des outils de carte heuristique (mindmapping) et des données fiables pour visualiser les relations d'influence et orienter les décisions stratégiques du donneur d'ordre.

Évaluer les besoins stratégiques d'un donneur d'ordre en analysant les besoins exprimés par les parties prenantes et l'identification des ressources disponibles afin de structurer les objectifs d'une mission.

Rédiger une note de cadrage en intégrant les acteurs impliqués, les moyens nécessaires et une analyse des risques

afin de garantir une vision partagée et opérationnelle du projet.

Rédiger un effet final recherché (EFR) en synthétisant les résultats d'analyses de l'environnement de manière accessible afin d'orienter les recommandations stratégiques du donneur d'ordre.

Mise en place d'une collecte en choisissant des outils adaptés et des sources fiables et en prenant en compte les particularités culturelles, légales et technologiques des différents territoires surveillés afin de répondre aux objectifs du donneur d'ordre.

Mettre en œuvre une veille stratégique en paramétrant une plateforme de veille et en structurant les informations collectées afin d'assurer une organisation efficace et un accès rapide aux données pertinentes pour le donneur d'ordre.

Conduire des investigations en sources ouvertes (OSINT) en utilisant des bases de données, forums, et réseaux sociaux tout en respectant la réglementation en vigueur afin de collecter des informations pertinentes sur les parties prenantes pour le donneur d'ordre.

Synthétiser les données collectées en rédigeant un rapport structuré, sécurisé et accessible afin d'orienter les prises de décision du donneur d'ordre.

Analyser les informations collectées en restituant les caractéristiques des différentes parties prenantes sur différents plans (temporels, relationnels, financiers et actions mises en œuvre) afin d'identifier les tendances émergentes.

Concevoir des scénarios prospectifs en s'appuyant sur des données quantitatives et qualitatives afin d'anticiper les évolutions critiques de l'environnement global et spécifique.

Rédiger un rapport d'honorabilité (due diligence) en synthétisant les résultats selon une grille compliance avec identification des points forts, éléments d'alertes et recommandations opérationnelles pour guider les prises de décision du donneur d'ordre.

Préparer une présentation visuelle, accessible et argumentée, des analyses réalisées et scénarios identifiés afin de faciliter leur appropriation par les parties prenantes.

Concevoir une étude d'influence ou de guerre de l'information en identifiant les parties prenantes clés en définissant des objectifs mesurables afin de structurer une stratégie d'influence efficace.

Décrypter des relations stratégiques entre les parties prenantes en adoptant des approches adaptées aux contextes locaux et à leurs besoins spécifiques afin de renforcer la position de l'organisation.

Planifier une campagne

d'influence, de diplomatie économique (lobbying) en mobilisant des ressources internes et externes dans le respect du cadre légal pour maximiser son impact sur les décisions publiques et/ou privées.

Produire un texte structuré, convaincant et impactant en mobilisant des techniques narratives, des stratégies d'écriture persuasive et des éléments de storytelling adaptés au contexte d'une tribune argumentative afin de structurer une réflexion et de défendre un point de vue de manière efficace et percutante.

Identifier les risques liés à la protection de l'information en évaluant les menaces internes et externes, y compris celles liées aux contextes géopolitiques et économiques internationaux, afin de proposer des mesures de prévention adaptées.

Concevoir un plan de sûreté / sécurité en intégrant des protocoles de gestion de crises afin d'assurer la résilience organisationnelle du donneur d'ordre face aux perturbations locales et internationales.

Coordonner une cellule de gestion de crise en répartissant les rôles et en facilitant la prise de décision rapide afin de minimiser les impacts négatifs.

Concevoir un plan d'amélioration post-crise en capitalisant sur les retours d'expérience et en définissant des actions pérennes afin de renforcer la résilience organisationnelle et prévenir de futures perturbations.

Identifier les menaces et les vulnérabilités au sein de l'organisation en analysant l'environnement technologique, les actifs informationnels, ainsi que les processus métiers indispensables à la réalisation de la mission de l'organisation ou de l'objet de l'étude afin de garantir une vision complète des risques potentiels.

Évaluer les risques identifiés en analysant leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur l'organisation afin de prioriser les risques critiques.

Définir une stratégie de traitement des risques en développant des options d'évitement, de réduction, de transfert ou d'acceptation adaptées à chaque risque afin de minimiser leur impact sur l'organisation et d'assurer la continuité de ses activités.

Mettre en œuvre un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) en déployant des processus adaptés de gestion des risques, de conformité et de contrôle afin de protéger les actifs informationnels de l'organisation et d'assurer une amélioration continue du système.

## Blocs de compétences

### **RNCP40898BC01 — Elaborer des recommandations stratégiques basées sur l'analyse d'un environnement complexe**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser les dynamiques d'un environnement complexe en intégrant les dimensions géopolitiques, économiques, sociétales, technologiques et légales, à l'échelle nationale et internationale, afin de caractériser les enjeux stratégiques pour le donneur d'ordre dans un contexte globalisé.

Construire une cartographie des acteurs clés et de leurs écosystèmes en utilisant des outils de carte heuristique (mindmapping) et des données fiables pour visualiser les relations d'influence et orienter les décisions stratégiques du donneur d'ordre.

Évaluer les besoins stratégiques d'un donneur d'ordre en analysant les besoins exprimés par les parties prenantes et l'identification des ressources disponibles afin de structurer les objectifs d'une mission.

Rédiger une note de cadrage en intégrant les acteurs impliqués, les moyens nécessaires et une analyse des risques afin de garantir une vision partagée et opérationnelle du projet.

Rédiger un effet final recherché (EFR) en synthétisant les résultats d'analyses de l'environnement de manière accessible afin d'orienter les recommandations stratégiques du donneur d'ordre.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra :

- rédiger une étude de contexte sous forme de synthèse de compréhension d'un environnement spécifique ;
- produire une cartographie d'un environnement spécifique ;
- rédiger une note de cadrage intégrant l'analyse des besoins des parties prenantes, les objectifs prioritaires et les ressources à mobiliser ;
- réaliser un effet final recherché (EFR) à destination du donneur d'ordre.

### **RNCP40898BC02 — Mettre en place une veille stratégique basée sur une collecte d'informations**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Mise en place d'une collecte en choisissant des outils adaptés et des sources fiables et en prenant en compte les particularités culturelles, légales et technologiques des différents territoires surveillés afin de répondre aux objectifs du donneur d'ordre.

Mettre en œuvre une veille stratégique en paramétrant une plateforme de veille et en structurant les informations collectées afin d'assurer une organisation efficace et un accès rapide aux données pertinentes pour le donneur d'ordre.

Conduire des investigations en sources ouvertes (OSINT) en utilisant des bases de données, forums, et réseaux sociaux tout en respectant la réglementation en vigueur afin de collecter des informations pertinentes sur les parties prenantes pour le donneur d'ordre.

Synthétiser les données collectées en rédigeant un rapport structuré, sécurisé et accessible afin d'orienter les prises de décision du donneur d'ordre.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra :

- rédiger un rapport de synthèse détaillant les méthodes utilisées et captures d'écran de la plateforme de veille paramétrée ;
- réaliser un exercice de collecte OSINT sur un thème imposé ;
- rédiger un rapport structuré synthétisant les informations collectées.

### **RNCP40898BC03 — Etablir des scénarios prospectifs par l'analyse stratégique des informations collectées**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser les informations collectées en restituant les caractéristiques des différentes parties prenantes sur différents plans (temporels, relationnels, financiers et actions mises en œuvre) afin d'identifier les tendances émergentes.

Concevoir des scénarios prospectifs en s'appuyant sur des données quantitatives et qualitatives afin d'anticiper les évolutions critiques de l'environnement global et spécifique.

Rédiger un rapport d'honorabilité (due diligence) en synthétisant les résultats selon une grille compliance avec identification des points forts, éléments d'alertes et recommandations opérationnelles pour guider les prises de décision du donneur d'ordre.

Préparer une présentation visuelle, accessible et argumentée, des analyses réalisées et scénarios identifiés afin de faciliter leur appropriation par les parties prenantes.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra :

- rédiger un dossier d'analyse intégrant des recommandations ;
- rédiger un rapport d'honorabilité (Due Diligence) ;
- élaborer une présentation visuelle, accessible et argumentée.

### **RNCP40898BC04 — Mettre en place une stratégie d'influence (diplomatie économique, affaires publiques et guerre de l'information) (option)**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Concevoir une étude d'influence ou de guerre de l'information en identifiant les parties prenantes clés en définissant des objectifs mesurables afin de structurer une stratégie d'influence efficace.

Décrypter des relations stratégiques entre les parties prenantes en adoptant des approches adaptées aux contextes locaux et à leurs besoins spécifiques afin de renforcer la position de l'organisation.

Planifier une campagne

d'influence, de diplomatie économique (lobbying) en mobilisant des ressources internes et externes dans le respect du cadre légal pour maximiser son impact sur les décisions publiques et/ou privées.

Produire un texte structuré, convaincant et impactant en mobilisant des techniques narratives, des stratégies d'écriture persuasive et des éléments de storytelling adaptés au contexte d'une tribune argumentative afin de structurer une réflexion et de défendre un point de vue de manière efficace et percutante.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra :

- fournir une étude de cas sur une campagne de lobbying ou de diplomatie économique ;
- concevoir une campagne d'influence de diplomatie économique ;
- rédiger un article avec la mise en avant d'une grille de lecture argumentée.

### **RNCP40898BC05 — Anticiper les risques liés à la sûreté globale et gérer une crise (option)**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les risques liés à la protection de l'information en évaluant les menaces internes et externes, y compris celles liées aux contextes géopolitiques et économiques internationaux, afin de proposer des mesures de prévention adaptées.

Concevoir un plan de sûreté / sécurité en intégrant des protocoles de gestion de crises afin d'assurer la résilience organisationnelle du donneur d'ordre face aux perturbations locales et internationales.

Coordonner une cellule de gestion de crise en répartissant les rôles et en facilitant la prise de décision rapide afin de minimiser les impacts négatifs.

Concevoir un plan d'amélioration post-crise en capitalisant sur les retours d'expérience et en définissant des actions pérennes afin de renforcer la résilience organisationnelle et prévenir de futures perturbations.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra concevoir un plan de sûreté / sécurité.

Mise en situation professionnelle reconstituée dans une simulation de crise, le candidat devra gérer une crise au travers d'un exercice scénarisé.

### **RNCP40898BC06 — Anticiper les risques numériques et mener une stratégie en cybersécurité (option)**

#### LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les menaces et les vulnérabilités au sein de l'organisation en analysant l'environnement technologique, les actifs informationnels, ainsi que les processus métiers indispensables à la réalisation de la mission de l'organisation ou de l'objet de l'étude afin de garantir une vision complète des risques potentiels.

Évaluer les risques identifiés en analysant leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur l'organisation afin de prioriser les risques critiques.

Définir une stratégie de traitement des risques en développant des options d'évitement, de réduction, de transfert ou d'acceptation adaptées à chaque risque afin de minimiser leur impact sur l'organisation et d'assurer la continuité de ses activités.

Mettre en œuvre un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) en déployant des processus adaptés de gestion des risques, de conformité et de contrôle afin de protéger les actifs informationnels de

l'organisation et d'assurer une amélioration continue du système.

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée, le candidat devra :

- réaliser un audit de cybersécurité avec restitution des résultats ;
- élaborer un plan de continuité d'activité (PCA/PRA) ;
- rédiger une note de cadrage pour la mise en place d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI).

## Secteur d'activité et type d'emploi

#### SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le métier d'expert en intelligence économique s'inscrit dans un secteur stratégique, où l'information constitue un atout essentiel pour les entreprises. Il est particulièrement sollicité dans des environnements concurrentiels tels que les grandes entreprises industrielles, les multinationales, les cabinets de conseil en stratégie, ainsi que les institutions publiques ou parapubliques impliquées dans des projets d'innovation ou de compétitivité. Le domaine recouvre des activités de veille stratégique, de protection de l'information sensible, d'analyse des marchés et d'aide à la prise de décision.

Les experts en intelligence économique exercent principalement dans :

- de grandes entreprises ou groupes internationaux (souvent dotés de départements dédiés à l'intelligence économique) ;
- des entreprises de taille intermédiaire (ETI) cherchant à optimiser leur compétitivité ;
- des start-ups ou PME innovantes, bien que l'intelligence économique soit souvent externalisée dans ce cadre, notamment via des consultants indépendants ou des cabinets spécialisés ;
- les institutions publiques, notamment dans les ministères stratégiques (Défense, Économie), les agences de développement ou les collectivités territoriales, où la gestion de l'information et la veille revêtent une importance particulière.

#### TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les métiers liés à l'intelligence économique (IE) se répartissent en trois grandes catégories interdépendantes, qui reflètent la diversité des enjeux stratégiques des organisations.

- analyse et influence : ce domaine regroupe les métiers liés à la collecte, l'analyse, et l'utilisation stratégique de l'information pour soutenir la prise de décision et influencer l'environnement économique ou politique. Les professionnels de ce secteur se concentrent sur des activités telles que le lobbying, la communication d'influence, l'analyse géopolitique, la prospective, et le développement de stratégies de marché.
- gouvernance cyber : les métiers de cette catégorie se concentrent sur la protection des systèmes d'information et des données sensibles face aux cybermenaces croissantes. Ils incluent des rôles tels que l'analyste en cybersécurité, le responsable de la continuité d'activité, l'expert en forensic numérique, ou encore le Data Protection Officer (DPO), tous impliqués dans la prévention, la gestion, et la réponse aux risques numériques.
- sûreté globale : ce domaine englobe les fonctions liées à la gestion des risques économiques, juridiques et sécuritaires. Il inclut des métiers tels que l'analyste en sécurité pays, le consultant en lutte contre la contrefaçon, l'expert en due diligence, ou le spécialiste en conformité et gouvernance. Ces rôles visent à protéger les organisations contre les menaces physiques et légales tout en garantissant leur conformité aux réglementations.

#### RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016
- Loi n° 2018-133 du 26 février 2018 transposant la directive NIS (Network and Information Security Directive)
- Articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle
- Loi Sapin II (Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016)
- ) et Loi sur le devoir de vigilance (Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017)
- )
- Articles L. 420-1 et suivants du Code de commerce
- Instructions et recommandations du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
- Loi LOPSSI 2 (n°2011-267 du 14 mars 2011)

## Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tension de recrutement (DARES 2024) | Modérée (3/5)<br>Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Facteurs principaux                 | Manque de main-d'œuvre disponible                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Salaire médian (mensuel)            | 2 912 €                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Familles professionnelles (FAP)     | L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée)<br>L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée)<br>L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)<br>L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)<br>R3X83 — Professions intermédiaires du marketing et des services commerciaux (hors achats) · tension 3/5 (Modérée)<br>R4X90 — Cadres commerciaux, acheteurs et cadres de la mercatique · tension 2/5 (Faible)<br>U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible)<br>U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible)<br>U0X91 — Cadres et techniciens de la documentation · tension 1/5 (Très faible) |
| Projets de recrutement (BMO 2026)   | 31 623                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Jugés difficiles à recruter         | 29 %                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Emplois saisonniers                 | 9 %                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Familles professionnelles (FAP)     | L4X80 — Techniciens des services administratifs<br>L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques<br>L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)<br>L5X93 — Chargés d'études socio-économiques<br>R3X83 — Professions intermédiaires du marketing et des services commerciaux (hors achats)<br>R4X90 — Cadres commerciaux, acheteurs et cadres de la mercatique<br>U0X80 — Assistants de la communication<br>U0X90 — Cadres de la communication<br>U0X91 — Cadres et techniciens de la documentation                                                                                                                                                                                                                                  |

## Voies d'accès

### MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

### PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Les prérequis, hors VAE, incluent l'obligation d'être titulaire d'un diplôme ou titre de niveau 6 ou 7.

La Validation des Acquis Professionnels et Personnels (VAPP) permet d'accéder directement à la formation sans avoir les pré requis (diplôme ou titre de niveau 6 ou 7), en faisant valider une expérience professionnelle (salariée ou non), les formations suivies et les acquis personnels développés hors de tout système de formation par l'EGE.

### PRÉREQUIS À LA VALIDATION

L'ensemble des blocs de compétences (c'est-à-dire les trois blocs du tronc commun et au moins un bloc optionnel) doit avoir été validé dans un délai maximal de 18 mois.

### COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

6 personnes supervisant, exerçant ou ayant exercé un métier visé par la certification, dont 4 extérieures à l'autorité de certification incluant le président

#### COMPOSITION DU JURY — VAE

2 professionnels exerçant un métier visé par la certification et 2 professionnels employant un professionnel exerçant un métier visé par la certification, tous extérieurs à l'autorité de certification

## Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

| Prise en charge usuelle | 8 500 €                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Selon la branche        | 7 000 € – 8 873 €                                                                                                                                                                                              |
| Prise en charge         | Branches concernées                                                                                                                                                                                            |
| 8 500 €                 | Valeur par défaut · 198 branches                                                                                                                                                                               |
| 8 300 €                 | CPNE de l'exploitation des équipements thermiques et de génie climatique, CPNEF de la Branche des organismes de formation, CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes |
| 8 873 €                 | CPNEFP ICGV entreprises de la viande, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat                                                                                                        |
| 8 668 €                 | CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager, CPNEFP du Négoce de l'ameublement                                                                             |
| 7 500 €                 | CPNE des industries de santé (CPNEIS), CPNEFP de l'enseignement privé indépendant                                                                                                                              |
| 8 867 €                 | CPNE des Télécoms                                                                                                                                                                                              |
| 8 583 €                 | CPNEFP Commerce à distance                                                                                                                                                                                     |
| 8 370 €                 | CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil                                                                                                                                                 |
| 8 200 €                 | CPNEF de la Publicité                                                                                                                                                                                          |
| 7 600 €                 | CPNE Banque                                                                                                                                                                                                    |
| 7 000 €                 | CPNEFP de la métallurgie                                                                                                                                                                                       |

## Base légale

|                                      |            |
|--------------------------------------|------------|
| Date de décision                     | 25/06/2025 |
| Durée de l'enregistrement            | 3 ans      |
| Date d'échéance de l'enregistrement  | 25/06/2028 |
| Date de dernière délivrance possible | 25/06/2032 |

## Statistiques

| Année | Certifiés | Dont VAE | Insertion 6 mois | Métier 2 ans |
|-------|-----------|----------|------------------|--------------|
| 2024  | 243       | 0        | 94 %             | 50 %         |
| 2023  | 227       | 0        | 97 %             | 55 %         |

## Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS  
RNCP34803

## Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF  
<https://www.ege.fr/>

### Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40898/>

## Où se former

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Formations référencées | 10                 |
| Organismes             | 1                  |
| Régions couvertes      | 1                  |
| Prix indicatif         | 4 500 € – 13 700 € |
| Durée                  | 64 – 456 h         |

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

## Entrées et sorties de formation

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| Entrées en formation   | 65                |
| Parcours menés à terme | 18                |
| Taux d'achèvement      | 28 %              |
| Période                | 10/2025 – 09/2026 |

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

## Demande CPF — formations engagées

|                          |                   |
|--------------------------|-------------------|
| Dossiers CPF engagés     | 126               |
| Montant total engagé     | 515 135 €         |
| Coût moyen par dossier   | 4 088 €           |
| Durée moyenne            | 114 h             |
| Période                  | 07/2025 – 09/2026 |
| France compétences       | 83 %              |
| Reste à charge titulaire | 8 %               |
| OPCO                     | 4 %               |
| France Travail           | 3 %               |
| Entreprise               | 3 %               |

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.